

discipline budgétaire porte, notamment, sur le dépôt des états financiers.

## TITRE VI : DU PERSONNEL

Article 47 : Le personnel de l'agence nationale de l'hydraulique rurale est régi par le code du travail et la convention collective du secteur de l'eau.

Article 48 : L'agence nationale de l'hydraulique rurale emploie :

- du personnel recruté directement ;
- des fonctionnaires en détachement ;
- des agents contractuels de l'Etat.

Les personnels de l'agence visés à l'alinéa ci-dessus doivent présenter un profil en adéquation avec les postes à occuper.

Article 49 : Les fonctionnaires en détachement et les agents contractuels de l'Etat affectés à l'agence sont soumis, pendant toute la durée de leur emploi en son sein, aux textes régissant l'agence et à la législation du travail, sous réserve des dispositions du statut général de la fonction publique relatives à la retraite et à la fin de détachement en ce qui concerne les fonctionnaires.

Article 50 : Le personnel de l'agence ne doit, en aucun cas, être salarié ou bénéficier d'une rémunération sous quelque forme que ce soit, ou avoir un intérêt indirect dans une entreprise relevant du secteur de l'eau. En outre, il ne peut exercer aucune activité à titre consultatif ou autre, rémunérée ou non, si celle-ci concerne les domaines de la production, du stockage, de la distribution et de la vente de l'eau.

## TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 51 : Le comité de direction de l'agence nationale de l'hydraulique rurale dresse, dans un délai de trois mois à compter de la clôture de l'exercice, un rapport d'activités du secteur de l'hydraulique rurale. Ledit rapport est publié.

Les délibérations du comité de direction en matière de promotion de l'hydraulique rurale sont publiées.

Article 52 : Les attributions et l'organisation des services et bureaux à créer, en tant que de besoin, sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'eau.

Article 53 : Les membres du comité de direction et de la direction générale sont tenus au respect du secret professionnel pour les informations, faits, actes et renseignements dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 54 : Tout manquement aux obligations prévues aux dispositions de l'article 53 des présents statuts constitue une faute lourde entraînant révocation immédiate pour les membres du comité de direction ou licenciement pour les personnels, sans préjudice

des poursuites judiciaires à l'encontre des coupables.

Article 55 : Nonobstant les dispositions de l'article 49 des présents statuts, les dirigeants de l'agence sont responsables individuellement ou solidairement selon le cas, envers l'agence ou les tiers, des actes de gestion accomplis en infraction aux dispositions législatives ou réglementaires applicables à l'agence.

Article 56 : Les activités liées à la coopération, à la recherche des financements, à la réglementation, aux contrats et à la formation du personnel sont conduites sous la coordination du ministre de tutelle.

Article 57 : Toute contestation qui peut s'élever pendant l'existence de l'agence ou pendant sa liquidation, entre l'agence et son personnel, est soumise aux juridictions compétentes du siège social.

Article 58 : Dans le respect des lois et règlements en vigueur, ainsi que des dispositions des présents statuts, le ministre chargé de l'eau prend toutes les mesures transitoires nécessaires au début des activités de l'agence.

Article 59 : Les présents statuts sont approuvés par décret en Conseil des ministres.

### Décret n° 2010 - 808 du 31 décembre 2010

fixant les conditions et les modalités d'exercice des activités de travaux et de prestations de services dans le secteur de l'énergie électrique

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 14-2003 du 10 avril 2003 portant code de l'électricité ;

Vu la loi n° 15-2003 du 10 avril 2003 portant création de l'agence nationale d'électrification rurale ;

Vu la loi n° 17-2003 du 10 avril 2003 portant création du fonds de développement du secteur de l'électricité ;

Vu le décret n° 2003-156 du 4 août 2003 portant attributions et organisation de la direction générale de l'énergie ;

Vu le décret n° 2009-335 du 15 septembre 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2010-123 du 19 février 2010 relatif aux attributions du ministre de l'énergie et de l'hydraulique ;

Vu le décret n° 2010-241 du 16 mars 2010 portant organisation du ministère de l'énergie et de l'hydraulique.

En Conseil des ministres,

Décrète :

### Chapitre 1 : Dispositions générales

Article premier : Les dispositions du présent décret s'appliquent à toutes les entreprises publiques, d'économie mixte ou privées de travaux et de prestations de services réalisant leurs activités dans le sec-

teur de l'énergie électrique.

Article 2 : Les activités de travaux et de prestations de services peuvent être exercées séparément ou conjointement.

Article 3 : Au sens du présent décret, sont considérées comme :

- activités de travaux : les activités exercées de façon permanente ou temporaire par toute entreprise individuelle ou toute société de droit congolais ou étranger réalisant notamment les travaux d'entretien, de réparation, de réhabilitation ou de construction des ouvrages de production, de transport et de distribution de l'électricité, ainsi que des installations d'électricité intérieures des immeubles sur le territoire national ;
- prestations de services : les prestations effectuées de façon permanente ou temporaire par toute entreprise individuelle ou toute société de droit congolais ou étranger réalisant notamment des prestations immatérielles dans le secteur de l'électricité telles que les études, le conseil, l'assistance technique, l'exploitation des ouvrages et l'exercice partiel ou total de l'activité de commercialisation de l'électricité.

L'exercice des activités de travaux et de prestations de services dans le secteur de l'électricité est réputé temporaire lorsqu'il n'excède pas six mois.

## Chapitre 2 : Des conditions d'exercice

Article 4 : L'exercice des activités de travaux et de prestations de services dans le secteur de l'électricité est subordonné à l'obtention d'un agrément du ministre chargé de l'énergie, après avis de la commission d'agrément du secteur de l'énergie électrique.

Article 5 : Les attributions, la composition et le fonctionnement de la commission d'agrément du secteur de l'énergie électrique sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'énergie.

Article 6 : Seules les entreprises ayant un agrément du ministre chargé de l'énergie sont autorisées à soumissionner aux appels d'offres relatifs aux travaux et aux prestations de services dans le secteur de l'énergie électrique.

Article 7 : Un arrêté du ministre chargé de l'énergie fixe la nomenclature des activités d'ingénierie et d'études du secteur de l'énergie électrique.

Article 8 : Le dossier de demande d'agrément pour l'exercice des activités de travaux et de prestations de services dans le secteur de l'énergie électrique est adressé en deux exemplaires au ministre chargé de l'électricité.

Le dossier de demande d'agrément comprend obligatoirement les documents suivants :

Pour les entreprises candidates à l'exercice perma-

nent des activités :

- une lettre de demande d'agrément pour l'exercice des activités définies à l'article 3 du présent décret ;
- une copie certifiée conforme des statuts de l'entreprise rédigés en langue française ;
- une attestation d'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier ;
- une copie certifiée conforme de l'attestation du numéro d'identification unique ;
- une copie certifiée conforme du certificat de moralité fiscale de l'exercice précédent ;
- une attestation prouvant l'ouverture d'un compte bancaire au nom de l'entreprise ;
- une copie certifiée conforme de l'acte ou des actes de nomination des représentants légaux de la société ;
- un extrait de casier judiciaire du ou des représentants légaux de la société ;
- une copie certifiée conforme du bilan financier de l'exercice précédent ;
- un document d'information sur la société décrivant notamment ses activités, ses implantations, son expérience dans le ou les domaines d'activités pour lesquels l'agrément est sollicité ;
- une liste du personnel d'encadrement et de maîtrise, en précisant ses qualifications et son expérience professionnelle ;
- une attestation d'affiliation de l'entreprise à la sécurité sociale.

Pour les entreprises candidates à l'exercice temporaire des activités au Congo :

- une lettre de demande d'agrément pour l'exercice temporaire au Congo des activités définies à l'article 3 du présent décret ;
- une copie certifiée conforme des statuts de l'entreprise rédigés en langue française ;
- une attestation d'immatriculation au registre du commerce de la région d'origine de l'entreprise à l'étranger certifiée par une autorité de l'ambassade ou du consulat de la République du Congo, s'il y a lieu ;
- le marché ou le contrat justifiant l'exercice temporaire des activités au Congo ;
- une copie certifiée conforme de la carte nationale d'identité ou de toute pièce d'identité du ou des représentants légaux de la société ;
- une copie certifiée conforme du bilan financier de l'exercice précédent ;
- un document d'information sur la société décrivant notamment ses activités, ses implantations, les procédés techniques ou les technologies utilisées, son expérience dans le ou les domaines d'activités pour lesquels l'agrément est sollicité ;
- une liste du personnel d'encadrement et de maîtrise, en précisant ses qualifications et son expérience professionnelle.

Article 9 : Toute entreprise sollicitant un agrément pour l'exercice des activités de travaux et de prestations de services dans le secteur de l'énergie électrique s'acquitte d'un droit versé au fonds de dévelop-

pement du secteur de l'électricité.

L'agrément n'est délivré qu'après acquittement des droits y afférents.

Le barème des droits d'obtention des agréments pour les activités de travaux et de prestations de services dans le secteur de l'électricité et la répartition desdits droits entre le trésor public et l'administration en charge de l'électricité sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés des finances et de l'énergie.

Article 10 : L'agrément est individuel et incessible. Il ne peut être ni transféré, ni loué.

### Chapitre 3 : De la procédure

Article 11 : Au moment du dépôt du dossier de demande d'agrément, la direction générale de l'énergie s'assure de sa recevabilité et délivre, le cas échéant, un récépissé de dépôt au demandeur.

L'instruction de la demande d'agrément par la direction générale de l'énergie va de l'analyse du dossier à une enquête sur les informations contenues dans les pièces fournies.

L'inexécution par l'entreprise des formalités légales et fiscales, l'insertion dans les éléments du dossier de fausses informations, la mauvaise exécution des engagements contractuels dans d'autres secteurs entraînent le refus de l'agrément.

La durée maximale de l'instruction est de trois mois.

Article 12 : L'agrément est délivré par arrêté du ministre chargé de l'énergie. Il mentionne notamment les domaines d'activités pour lesquels l'agrément est accordé, les modalités d'intervention de l'entreprise ainsi que les modalités de collaboration avec l'administration de l'électricité.

La durée de validité de l'agrément est de trois ans renouvelable.

La demande de renouvellement est introduite six mois au moins avant la date d'expiration de l'agrément en cours et suit la même procédure que la demande d'agrément initial.

Article 13 : En cas d'urgence, il peut être délivré à une entreprise un agrément provisoire, le temps pour celle-ci de constituer et de fournir l'entier dossier prévu à l'article 8 du présent décret.

L'agrément provisoire est délivré par décision du ministre chargé de l'électricité contre l'engagement du demandeur de constituer et de fournir dans un délai de trois mois l'entier dossier de demande d'agrément.

Article 14 : Toute entreprise dont la demande d'agrément a été rejetée peut demander que son dossier soit réexaminé, à condition de fournir à la direction générale de l'énergie des précisions ou des informa-

tions complémentaires.

### Chapitre 4 : Du contrôle des entreprises agréées

Article 15: La direction générale de l'énergie assure un contrôle permanent des activités des entreprises de travaux et de prestations de services du secteur de l'électricité. Elle tient à jour la liste et les dossiers de ces entreprises.

Les entreprises agréées sont tenues de lui adresser chaque fin d'année un rapport d'exercice sur l'exécution de leurs prestations.

Article 16 : Les contrôles qui portent sur les conditions d'installation et de fonctionnement des entreprises agréées, leur régime social, commercial, fiscal et douanier, sont effectués par les autorités nationales ou locales compétentes dans les formes et dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur.

Toute infraction constatée lors d'un contrôle est signalée à la direction générale de l'énergie.

### Chapitre 5 : De la suspension et du retrait de l'autorisation

Article 17 : Les violations par le titulaire de l'agrément de ses obligations légales ou réglementaires dûment constatées par la direction générale de l'énergie ou par les autres services compétents de l'Etat ou encore déclarées par les bénéficiaires des travaux et des prestations de services, peuvent, suivant leur gravité, conduire à la suspension ou au retrait de l'agrément, sans préjudice des sanctions prévues par la législation en vigueur.

Article 18 : Les décisions de suspension ou de retrait de l'agrément sont prises par le ministre chargé de l'énergie.

### Chapitre 6 : Dispositions transitoires, diverses et finales

Article 19 : Les entreprises exerçant les activités de travaux et les entreprises exerçant les activités de prestations de services dans le secteur de l'énergie électrique sont tenues de respecter la réglementation sur les installations classées et de veiller particulièrement aux dispositions concernant la sûreté et la sécurité des personnes, des installations et des équipements, la protection de l'environnement, les règles en matière d'urbanisme et de santé.

Article 20 : La direction générale de l'énergie s'assure de la capacité de l'entreprise à obtenir des autorisations, avant de se prononcer favorablement sur la demande à elle présentée, au cas où l'exercice effectif des activités de travaux et ou de prestations de services dans le secteur de l'énergie électrique par une entreprise donnée dépendrait également d'une ou des autorisations délivrées par d'autres administrations.

Article 21 : Les paiements au bénéfice des entreprises agréées ainsi que les paiements de celles-ci aux tiers, en rémunération de travaux et de prestations de services exécutés sur le territoire national s'effectuent dans les banques congolaises.

Les paiements dans les banques étrangères ne sont admis que pour les entreprises agréées et les tiers non implantés ou non résidents au Congo.

Article 22 : Dans l'exercice des missions prévues par le présent décret, la direction générale de l'énergie peut recourir, en tant que de besoin, à l'assistance d'autres administrations publiques compétentes.

Article 23 : Les entreprises exerçant l'activité de travaux et les entreprises exerçant l'activité de prestations de services dans le secteur de l'énergie électrique, et notamment les entreprises titulaires d'une autorisation provisoire d'exercice, disposent d'un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret pour régulariser leur situation administrative.

Article 24 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 31 décembre 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre de l'énergie et de l'hydraulique,

Bruno Jean Richard ITOUA

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

**Décret n° 2010-809 du 31 décembre 2010**  
fixant les conditions et les modalités d'exercice des activités de travaux et de prestations de services dans le secteur de l'eau et de l'assainissement

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 13-2003 du 10 avril 2003 portant Code de l'eau ;

Vu le décret n° 2003-155 du 4 août 2003 portant attributions et organisation de la direction générale de l'hydraulique ;

Vu le décret n° 2009-335 du 15 septembre 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2010-123 du 19 février 2010 relatif aux attributions du ministre de l'énergie et de l'hydraulique ;

Vu le décret n° 2010-241 du 16 mars 2010 portant organisation du ministère de l'énergie et de l'hydraulique.

En Conseil des ministres,

Décrète :

## Chapitre 1 : Dispositions générales

Article premier : Les dispositions du présent décret s'appliquent à toutes les entreprises publiques, d'économie mixte ou privées de travaux et de prestations de services réalisant leurs activités dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

Article 2 : Les activités de travaux et de prestations de services peuvent être exercées séparément ou conjointement.

Article 3 : Au sens du présent décret, sont considérées comme :

- activités de travaux : les activités exercées de façon permanente ou temporaire par toute entreprise individuelle ou toute société de droit congolais ou étranger réalisant notamment les travaux d'entretien, de réparation, de réhabilitation ou de construction des ouvrages de production, de stockage et de distribution de l'eau, ainsi que des installations intérieures d'eau des immeubles sur le territoire national ;
- prestations de services : les prestations effectuées de façon permanente ou temporaire par toute entreprise individuelle ou toute société de droit congolais ou étranger réalisant notamment des prestations immatérielles dans le secteur de l'eau et de l'assainissement telles que les études, le conseil, l'assistance technique, l'exercice partiel ou total de l'activité de commercialisation de l'eau potable sur le territoire national.

L'exercice des activités de travaux et de prestations de services dans le secteur de l'eau et de l'assainissement est réputé temporaire lorsqu'il n'excède pas six mois.

## Chapitre 2 : Des conditions d'exercice

Article 4 : L'exercice des activités de travaux et de prestations de services dans le secteur de l'eau et de l'assainissement est subordonné à l'obtention d'un agrément du ministre chargé de l'eau, après avis de la commission d'agrément du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Article 5 : Les attributions, la composition et le fonctionnement de la commission d'agrément du secteur de l'eau et de l'assainissement sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'eau.

Article 6 : Seules les entreprises ayant un agrément du ministre chargé de l'eau sont autorisées à soumissionner aux appels d'offres relatifs aux travaux et aux prestations de services dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

Article 7 : Un arrêté du ministre chargé de l'eau fixe la nomenclature des activités d'ingénierie et d'études